

Bulletin d'histoire politique

La tentative d'adhésion du Parti québécois à l'internationale socialiste

Philippe Poulin



Volume 6, numéro 3, printemps 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063671ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063671ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Poulin, P. (1998). La tentative d'adhésion du Parti québécois à l'internationale socialiste. *Bulletin d'histoire politique*, 6(3), 84–106.
<https://doi.org/10.7202/1063671ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La tentative d'adhésion du Parti québécois à l'internationale socialiste (1)



Philippe Poulin

rechercheur et consultant en histoire

D'entrée de jeu, précisons que la question de l'adhésion du Parti québécois à l'Internationale socialiste est une initiative de militants influents du Parti québécois. Elle n'est d'aucune manière une démarche exclusive et concertée des hautes instances du gouvernement élu et ce, même si cette question sera largement débattue dans le cabinet Lévesque au début des années quatre-vingt.

Pour l'ex-députée générale du Québec à Paris, Louise Beaudoin, qui fut parmi les plus ardents propagandistes de l'adhésion du Québec à la grande famille socialiste, tout comme pour ceux qui militaient en faveur de cette adhésion, deux arguments de taille justifiaient une telle démarche. Premièrement, il s'agit «d'abord de s'ancrer à gauche, dit-elle. On a un projet de société social-démocrate. Peut-être qu'on a pas mis l'étiquette sur le programme comme disait M. Lévesque, mais c'est ça dans les faits. Donc un ancrage à gauche surtout en fonction de la souveraineté pour qu'il n'y ait pas de dérive à quelque part»(2) Deuxièmement, cette organisation constitue un forum international des plus importants qui permettrait de faire connaître le programme du Parti québécois et ses objectifs au monde entier, car l'Internationale socialiste regroupe plus d'une cinquantaine de partis social-démocrates répartis à travers le monde.

L'adhésion du Parti québécois à l'Internationale socialiste visait donc un double objectif. D'une part, joindre la grande famille social-démocrate et, d'autre part, accéder à une tribune qui aurait pour effet de lui octroyer une certaine reconnaissance officielle internationale. Certes, le gouvernement

du Québec est membre de diverses organisations multilatérales dont la plus importante alors, était l'Agence de coopération culturelle et technique. Cependant, l'ACCT ne regroupe que des pays (partiellement ou entièrement) de langue française et les réunions de l'organisme sont intermittentes, alors que les travaux et les congrès de l'Internationale socialiste se déroulent à intervalles réguliers.

Toutefois, le fait de vouloir s'identifier publiquement et de solliciter une reconnaissance en tant que parti social-démocrate n'était pas sans avoir des implications considérables au plan interne. Particulièrement au sein du parti et du gouvernement où plusieurs étaient méfiants à l'égard des étiquettes dont, au premier chef, René Lévesque lui-même.

Les hésitations du chef du Parti québécois

Nadia Assimopoulos a bien connu le chef péquiste. Cette ex-présidente du Comité des relations internationales au Parti québécois se souvient que René Lévesque n'a jamais été entièrement convaincu du bien-fondé d'entamer une telle démarche pour son parti, tant sa méfiance était grande à l'égard des étiquettes. En effet, «dans les années soixante-dix, rappelle-t-elle, René Lévesque n'a jamais mentionné dans un de ses discours qu'on est un parti social-démocrate ou qu'on se rattache à ce courant. Or, son programme [politique] n'était que ça. Et lorsque l'on regarde les réalisations du parti, on est même allé plus loin encore que plusieurs partis européens sur des questions telles que la protection des travailleurs, le financement des partis politiques, etc.»(3)

Sylvain Simard, ex-vice-président du PQ, qui a lui aussi discuté de longues heures avec René Lévesque sur ce sujet, explique pour sa part:

Il employait toutes sortes de formules pour dire que c'était pas important les noms et les étiquettes. (...) C'est quelqu'un qui n'a aucune culture politique de type européen. Pour lui, son ancrage de départ c'est le *New Deal* de Roosevelt, donc c'est un social-démocrate, mais instinctif et pas du tout idéologique. Donc aller se greffer à un ensemble de partis qui eux affichent officiellement leur étiquette social-démocrate ou socialiste, (...) il s'en fichait pas mal. (...) Pour lui, c'était inutile d'agiter le drapeau rouge comme ça devant l'électorat québécois. Lui, il était passé à travers les années soixante où il s'était fait battre dans Laurier simplement sous le prétexte qu'il était un intellectuel communiste. On se rappelle bien! (4)

Un exemple de cette réticence du président du Parti québécois à qualifier son parti de social-démocrate, se trouve illustré lors de son discours intitulé *Nous sommes des Québécois*, prononcé devant les membres de l'Assemblée nationale française en 1977, où il disait notamment:

L'ensemble du projet de société que nous avons tenté de dessiner, d'autres que nous lui ont collé une étiquette européenne de marque: celle de la social-démocratie. Il me semble toutefois préférable de parler plus simplement de démocratie, sans qualificatif, ce vieil idéal qu'on n'atteindra jamais complètement, qu'il faut donc poursuivre avec persistance afin de l'instaurer autant qu'on peut dans tous les coins de la vie où il fait encore si grandement défaut... (5)

La méfiance de René Lévesque à l'égard des étiquettes peut être également attribuée à la conjoncture internationale de guerre froide entre les deux superpuissances. De plus, en Amérique du Nord où les partis socialistes ne sont pas légion, Washington voit d'un mauvais œil ce Parti québécois qui est en passe de faire du Québec, dit-on sans nuance, un second Cuba du Nord.

Selon Nadia Assimopoulos, ce préjugé américain défavorable au Parti québécois qui a des échos en Europe, alimentera cette «espèce d'attitude ambivalente de l'Internationale socialiste à notre égard, parce que les partis socialistes avaient une peur bleue de la souveraineté du Québec» (6) En effet, de nombreux partis socialistes européens craignent le scénario selon lequel l'accession du Québec au rang d'État souverain conduirait fatalement à l'émiettement du Canada, ce qui pourrait favoriser des annexions aux États-Unis. Cet accroissement potentiel de la superpuissance américaine explique donc cette inquiétude de l'Internationale socialiste à l'égard de l'option du Parti québécois.

Nadia Assimopoulos précise une autre crainte de la part des partis socialistes: «(...) c'est l'élément ethnocentrique [du Parti québécois]. Parce que le Nouveau Parti Démocratique du Canada avait beaucoup terni notre réputation à ce niveau là, surtout à cause de l'expérience de la deuxième guerre mondiale. Quand les gens percevaient un parti qui était aligné sur des questions ethniques, ils avaient une grande méfiance» (7)

À cela s'ajoute une incompréhension totale de l'ensemble des partis socialistes quant aux raisons de la nécessaire souveraineté préconisée par le Parti québécois. D'une part, le Québec ne peut s'identifier au processus de

décolonisation des années 1950 et 1960. Ce cadre de référence lui est totalement étranger, de même que celui des luttes de libération nationale comme celle de la Palestine. D'autre part, le Québec est un État, provincial certes, mais qui possède un certain nombre de pouvoirs et une relative autonomie. De plus, il est membre d'une fédération démocratique qui jouit, mondialement, d'une crédibilité extraordinaire, notamment à cause des positions libérales adoptées par le Premier ministre Pierre Elliott Trudeau sur la scène internationale.

Vue ainsi de l'étranger, cette conception que l'on a de la réalité québécoise n'est compréhensible que dans la mesure où, depuis son arrivée au pouvoir, le Parti québécois s'était montré plus préoccupé à consolider ses positions à l'intérieur du pays qu'à rechercher des appuis à l'extérieur. Ce n'est véritablement qu'à la fin des années soixante-dix que le Parti québécois amorcera un travail de sensibilisation afin de contrecarrer les perceptions négatives à son endroit.

Au tournant des années quatre-vingt, les choses allaient évoluer rapidement. En Europe, les sociaux-démocrates sont majoritairement au pouvoir et, conséquemment, l'Internationale socialiste — en dépit de la désuétude de son nom — représente un courant dominant dans les démocraties occidentales. Un courant d'autant plus influent que l'Internationale socialiste est alors dirigée par des personnalités prestigieuses telles que Willy Brandt (Prix Nobel de la paix en 1971) et Bent Carlsson. Des personnalités qu'admire René Lévesque. Ainsi, pour plusieurs représentants du gouvernement Lévesque, l'Internationale socialiste représente-t-elle, de plus en plus, le lieu de réflexion par excellence.

Mais devant la phobie de René Lévesque qui répugne à qualifier son parti de quelque nom que ce soit, pas un ministre de son cabinet, aussi influent soit-il, n'osera l'affronter sur cette question. Et ce, malgré que plusieurs membres influents dans le parti et au gouvernement défendent vigoureusement, au nom de la cohérence, l'adhésion du Québec à l'Internationale socialiste, car selon un ex-ministre, «Là étaient nos amis sociaux-démocrates». Bien qu'il n'y avait pas là matière à engager une bataille rangée entre le chef et le parti, il n'en reste pas moins que des pressions plus grandes seront exercées au sein des troupes péquistes pour que le parti se déclare ouvertement en faveur de son adhésion à cette instance internationale.

L'engagement du Parti québécois

En 1981, l'accession de Sylvain Simard au poste de vice-président du parti, et la nomination de Nadia Assimopoulos (8), comme présidente du Comité des relations internationales, feront avancer les démarches. Tous deux sont fermement convaincus que le parti doit s'inscrire dans le grand courant social-démocrate européen. Il est vrai que, par le passé, le PQ avait été invité, par la France surtout, à participer à divers congrès de l'Internationale socialiste, mais cette participation se limitait à l'initiative individuelle de membres du Parti québécois (9) «Là, on voulait quitter ce statut par lequel on était invité par un autre pays, explique Sylvain Simard. On voulait systématiquement être là et participer à des comités de l'Internationale socialiste sur la paix, sur le désarmement, sur les droits de l'homme, etc. Donc, on voulait quitter ces limbes où on était présent sans l'être» (10) C'est ainsi que la question de la candidature du Parti québécois à l'Internationale socialiste fut prise en délibérée, lors du Congrès national du parti en décembre 1981 et en février 1982.

Dans l'édition de 1982 de son programme, le Parti québécois énonce, pour la première fois, son intention d'adhérer à l'Internationale socialiste. On y lit: «(...) afin qu'il émerge sur le plan international dans le groupe des partis d'obédience social-démocrate, le Parti québécois doit occuper une place correspondant à son importance et à l'importance du Québec sur la scène internationale» (11) Conséquemment,

- a) le parti devra intensifier les échanges entrepris ces dernières années avec l'ensemble des partis et des groupes politiques appartenant à la même famille que lui;
- b) pour ce faire, en tant que parti social-démocrate, le parti devra demander son adhésion, comme membre de plein droit, à l'Internationale socialiste;
- c) le parti devra mettre sur pied un Secrétariat des Affaires internationales relevant du Conseil exécutif national et responsable de ce secteur d'activité. Ce secrétariat envisagera les moyens les plus efficaces pour accomplir son travail, notamment la publication d'un bulletin à l'étranger destiné aux groupes et partis politiques ainsi qu'aux institutions et individus intéressés aux affaires québécoises (12)

Ces résolutions votées au Congrès national du parti n'engageaient pas pour autant le gouvernement à les entériner *ipso facto*, car il y avait une vive opposition tant au parti, au gouvernement qu'au Conseil des ministres. Les forces opposées font valoir que non seulement le Parti québécois n'est pas un parti socialiste, mais aussi que l'appellation même de l'Internationale socialiste a toujours eu une connotation négative. Selon ces opposants, le mot même de socialisme est si mal vu par une bonne partie de l'électorat québécois qu'il peut servir de repoussoir. Par conséquent, ils invoquent qu'au plan de l'image, favoriser l'adhésion à l'Internationale socialiste risque bien plus d'embarrasser le gouvernement qu'elle ne peut lui rapporter de dividendes.

Mais la question de l'adhésion à l'Internationale socialiste n'allait pas rester en suspens bien longtemps puisque le Parti québécois s'était engagé à entreprendre des démarches à cet égard. En effet, cette question devait nécessairement être évoquée lors de la visite au Québec du Premier ministre français, Pierre Mauroy, en avril 1982. Sachant que les discussions entre les Premiers ministres français et québécois avaient été empreintes de cordialité et qu'il y avait eu convergence de vues sur de nombreux points, le journaliste français Alain Rollat n'hésita pas à soulever la question de l'adhésion à l'Internationale socialiste. Ce à quoi René Lévesque répondit:

Pour ce qui est du parti, il y a des relations... Vous savez qu'on a rencontré récemment — quelques-uns d'entre nous, dont votre serviteur — M. Jospin qui est le Secrétaire général actuellement du Parti socialiste avec quelques-uns de ses collaborateurs et cela a permis d'intensifier quelque peu ces liens sur le plan personnel qui se sont établis entre nos deux partis depuis quelques années déjà. Ce n'est pas nouveau.

De là à formaliser, à frapper à la porte ou quêter une adhésion à quelque association internationale que ce soit, non. Notre parti a déjà dit qu'il serait intéressé à être accepté à l'Internationale socialiste. Le jour où ils voudront, ils nous le feront savoir, parce qu'on a des contacts suffisants pour savoir ce qui s'en vient ou ne s'en vient pas (13)

Si pour le Premier ministre du Québec il n'était pas question de quémander une quelconque adhésion internationale, il n'en reste pas moins que la porte était maintenant entrouverte et que, dans son esprit, l'idée d'adhérer à l'Internationale socialiste faisait peu à peu son chemin. «Il faut dire que nous [étions] plusieurs, au sein du parti, à faire pression sur lui», confie Sylvain Simard (14) Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. René Lévesque se refuse

toujours obstinément à qualifier son parti de socialiste ou même de social-démocrate. À plus forte raison lorsqu'il se retrouve devant des interlocuteurs américains, dont plusieurs craignent encore que le Québec ne devienne un *Cuba of the North*.

C'est ainsi qu'en juin 1982, un mois avant de rencontrer un groupe de Sénateurs républicains à Washington, au cours d'une entrevue accordée à la prestigieuse revue américaine *Barron's*, René Lévesque se demandait encore comment on avait pu lui accoler cette étiquette de social-démocrate. «People call us social democrats. What the hell does that mean? It's a European term, social democrats. Let's say progressives, North American-style. Like the progressives you had in the states at various time, with a lot of differences because everybody is tied to his own context». Et Lévesque d'ajouter un peu plus loin: «(...) We dont have any gospel of socialism of any kind. We are pragmatic, like anybody else». Ainsi visait-il à désavouer cette fausse réputation propagée aux États-Unis, à l'effet qu'il dirigeait un gouvernement socialiste québécois à la sauce cubaine. Il y voyait le fruit d'une propagande anglo-canadienne hostile au Québec: «When we were elected in 1976, I remember articles — maybe in *Barron's* — calling us Castros of the North (...). That was propaganda from Ottawa and Toronto, and from former Canadians, English Canadians, in Chicago and New York» (15) Mais les préventions du Premier ministre du Québec ne devaient pas empêcher les responsables du dossier de l'adhésion à l'Internationale socialiste à poursuivre leurs démarches à cette fin.

En décembre 1982, le vice-président du Parti québécois, Sylvain Simard, se rend à Paris rencontrer Lionel Jospin, Premier secrétaire du Parti socialiste français et, Jacques Hutsinger, responsable des relations internationales. Simard leur pose des «questions très claires»: «Comment faire pour adhérer à l'Internationale socialiste si de notre côté on a le OK de Lévesque et si ça semble être la volonté de l'Exécutif national?» (16) Ses interlocuteurs français lui conseillent d'avoir un mandat clair qui ne doit laisser subsister aucun doute quant aux intentions du PQ à cet égard. De plus, ses hôtes français lui expliquent qu'il serait inopportun que la France, seule, parraine la demande du Québec. «Parce qu'on me fait le portrait, raconte Simard, des luttes internes à l'Internationale socialiste où les Français sont considérés comme un peu hégémoniques. Il y a une lutte des pays anglo-germaniques avec la France qui a tout le leadership de l'Europe du Sud. Alors, on me dit: "Si vous allez de l'avant, il serait bon que ce ne soit pas nous qui, officiellement, prenions l'initiative. Écoutez, les Belges sont vos amis, allez du côté des Belges"» (17)

L'hésitation du Parti socialiste français (PSF) s'explique aussi par sa position devant certains mouvements autonomistes, dont celui de la Corse. Si le PS français appuie le Québec, il risque de se trouver à court d'arguments pour contrecarrer une potentielle demande d'adhésion d'un parti corse à l'Internationale socialiste. Il en est de même avec la Polynésie française. Cela pose donc certaines difficultés à la France puisqu'en vertu du droit international et de la diplomatie, l'adhésion d'un parti corse ou polynésien à l'Internationale socialiste forcerait la France à accorder une certaine reconnaissance internationale *de facto* à ces mouvements autonomistes qui sont sous sa souveraineté. De là découlera la proposition du PS français de faire parrainer l'adhésion du Parti québécois à l'Internationale socialiste par la Belgique, pays avec lequel le Québec entretient d'excellents rapports.

D'autre part, l'on convient que le Parti québécois devra s'assurer d'une entente avec le Nouveau Parti Démocratique du Canada (NPD), alors dirigé par Ed Broadbent. Il s'agit d'une condition essentielle pour son admission à l'Internationale socialiste comme nous le verrons ci-après.

Au cours de son séjour en France, Simard ne s'en tient pas qu'aux Socialistes. Il rencontre aussi Bernard Pons, secrétaire général du Rassemblement pour la République (RPR) et quelques représentants de l'Union pour la Démocratie française (UDF). Il s'agit, en quelque sorte, de maintenir les liens déjà solidement ancrés avec la droite française tout en cherchant l'appui du Parti socialiste.

Toujours à Paris, la rencontre de Sylvain Simard avec le Secrétaire général de l'Internationale socialiste, le Suédois Bent Carlson, revêt une signification particulière, car celui-ci jouit d'une influence considérable. Au plan hiérarchique, c'est le numéro deux de l'IS. Francophile et amoureux du Québec, ce futur ministre et ambassadeur dans le gouvernement d'Olof Palm, considère le PQ comme un véritable parti social-démocrate devant faire partie intégrante de l'Internationale socialiste. «Il en fera un peu une affaire personnelle et il va nous aider», se rappelle le vice-président du PQ (18) C'est ce que confirme Nadia Assimopoulos qui avait rencontré Bent Carlson à plusieurs reprises. «Nous l'avions convaincu quant au bien-fondé de notre idéologie, de nos orientations et aussi de notre décision de représenter au moins le secteur francophone du Canada à l'Internationale socialiste» (19) C'est donc dire que Bent Carlson représentait une carte positive pour le PQ.

Au début de l'année 1983, les événements se précipitent. Le Premier secrétaire du Parti socialiste français, Lionel Jospin, effectue un séjour au Québec en compagnie de Jacques Hutsinger. L'objet de cette visite est double: d'une part, sensibiliser Jospin à la réalité québécoise (20) et, d'autre part, rencontrer le Premier ministre Lévesque. Lors de cette rencontre, rapporte Nadia Assimopoulos, «M. Lévesque lui a dit explicitement qu'il se méfiait de l'appellation [socialiste], qu'il n'aimait pas beaucoup les étiquettes qu'on accole à des courants idéologiques, mais qu'il en choisit une, bien, à ce moment là, l'étiquette qui conviendrait le mieux au PQ se serait celle d'un parti social-démocrate et non celle de socialiste» (21) Et de son côté, Sylvain Simard qui assista à cet entretien, confie: «Lévesque ne se mouille pas mais il avance assez loin. Il accepte de poursuivre les démarches vers cette adhésion, mais c'est encore très prudent» (22)

Le Premier secrétaire du PS français avait aussi un message à communiquer au Premier ministre du Québec: «Ed Broadbent, le chef du NPD canadien, aimerait discuter de l'adhésion du PQ avec M. Lévesque directement» (23) Mais, dans les faits, il n'y aura aucun échange entre les chefs du PQ et du NPD. Ed Broadbent évitera soigneusement de s'impliquer dans les négociations à venir entre le NPD et le PQ. Ces négociations s'effectueront à un second niveau, soit entre Gerry Caplan, Secrétaire général du NPD et son vis-à-vis au PQ, Sylvain Simard.

Lors d'un Conseil des ministres, René Lévesque se montre maintenant d'accord pour que son gouvernement présente une demande d'adhésion en bonne et due forme. Sylvain Simard en donne l'interprétation suivante:

Nous sommes en pleine crise économique. Le gouvernement est obligé de tenir une politique extrêmement dure à l'égard des syndicats. Et Lévesque, un peu pour compenser symboliquement ce qui est perdu dans l'action, se dit qu'il faut bien aussi satisfaire son aile gauche. Et il ne faut pas oublier aussi qu'à partir de 1982, c'est le rapatriement de la Constitution. Le Québec est complètement isolé et ça devient l'argument que j'utilise toujours: «notre tribune internationale». Ça devient un argument qui prend de plus en plus de sens du fait de notre isolement (24).

Ainsi, à l'hiver 1983, tant à l'Exécutif national du parti qu'au Conseil des ministres, la décision d'aller de l'avant est prise. «La décision c'est René Lévesque qui la prend», tout en avisant les membres de son parti et de son cabinet «qu'il n'allait pas déchirer sa chemise sur la place publique pour ça» (25) Autrement dit, «il laissait aller», selon Yves Michaud (26) Pour sa

part, Nadia Assimopoulos précise: «il a cédé aux pressions des gens du parti qui trouvaient important d'avoir des appuis au niveau international. La déclaration d'indépendance, seule, n'est pas suffisante pour qu'un État soit reconnu au niveau international, ça lui prend des appuis à l'ONU ou ailleurs. Et dans ce sens là, moi j'adhère à cette logique» (27)

Le Parti québécois peut enfin procéder à sa demande d'adhésion officielle en vue du prochain congrès biennal de l'Internationale socialiste qui doit se tenir à Albufeira, au Portugal, au début d'avril 1983.

Lever l'obstacle néo-démocrate

Rappelons qu'en décembre 1982, lors de leur rencontre à Paris, Jospin, Hutsinger et Simard s'étaient entendus sur deux objectifs stratégiques précis: 1) faire en sorte que la proposition ne vienne pas de la France mais de la Belgique; 2) avoir un appui ferme du Premier ministre du Québec et de l'exécutif national du Parti québécois. Ces deux objectifs étant acquis, il en restait un troisième à atteindre et qui avait été une préoccupation constante lors de leur discussion, soit obtenir l'appui du Nouveau Parti Démocratique du Canada (NPD), membre de l'IS depuis 1944.

En effet, il existe une tradition qui stipule qu'au sein de l'IS, il ne peut y avoir qu'un seul parti socialiste par pays. Toutefois, au moins deux précédents vont à l'encontre de cette tradition: ceux de la Belgique et de l'Italie qui ont deux partis socialistes, chacun membre de l'IS. Il s'agit de partis issus d'une scission dans le parti original. Pour être admis à l'IS, il faut que les deux branches du parti original s'entendent pour l'adhésion de la nouvelle entité.

Au Canada, le NPD étant déjà membre de l'IS, le Parti québécois doit construire son argumentation de façon à démontrer, preuve à l'appui, que le NPD ne saurait être considéré comme l'unique représentant du Canada dans ses deux composantes nationales fondamentales, anglaise et française. Au Québec, le NPD n'a jamais eu d'assise véritable que ce soit en terme de membership ou de suffrage populaire. Sans compter que depuis sa fondation, le NPD n'a, jusqu'alors, jamais fait élire un seul député au Québec. C'est donc à partir de ces prémisses que le Parti québécois considérerait légitime de vouloir représenter la composante canadienne-française, absente au niveau international. Ce faisant toutefois, il entrerait en compétition directe avec le NPD, jaloux de sa position privilégiée en tant que représentant canadien.

À titre de représentant du Canada, le NPD joue un rôle important comme en témoigne le Congrès de Vancouver de 1978, au cours duquel le chef Ed Broadbent avait accueilli toutes les délégations étrangères, dont celle de François Mitterrand, figure dominante de ce congrès. À l'intérieur de l'Internationale socialiste, le NPD s'insère dans la grande famille anglo-germanique qui regroupe les Anglais, les Scandinaves et les Allemands. Il s'appuie donc sur un réseau de liens puissants, particulièrement avec le Labor Party britannique auquel il est très lié. Pendant longtemps, le NPD fut le seul parti nord-américain à être membre de l'Internationale socialiste hors d'Europe, ce qui contribua à lui conférer un rôle majeur au sein de l'organisation. Il n'était donc pas évident que le NPD veuille partager ce rôle avec le Parti québécois. Surtout que depuis une certaine nuit de novembre 1981, les hostilités sont grandes entre le PQ et le NPD (28) Mais le Parti québécois n'a pas le choix. Il doit obligatoirement en arriver à un *modus vivendi* avec le NPD, sans quoi il ne pourra être accepté au sein de la famille socialiste.

À Ottawa, au cours de l'hiver 1983, Sylvain Simard entreprend discrètement de laborieuses négociations avec les représentants du NPD canadien. À trois reprises, il rencontre son vis-à-vis Gerry Caplan, secrétaire général du parti. Avec ce dernier, les discussions vont bon train. Caplan semble sympathique à la demande du Parti québécois.

Par la suite, Simard rencontre l'exécutif du NPD. Cette fois l'accueil est froid et distant. La suspicion règne. Plusieurs représentants des milieux syndicaux affiliés au NPD sont méfiants, allant jusqu'à mettre en doute l'allégeance social-démocrate du Parti québécois. Plus encore, Simard constate que plusieurs forces issues du mouvement syndical au sein du NPD sont anti-québécoises presque naturellement. Cette méfiance se retrouve aussi chez plusieurs représentants des partis provinciaux néo-démocrates. C'est le cas de Tony Penikett, président du NPD et leader de l'opposition néo-démocrate au Conseil législatif du Yukon. Pour la plupart des gens de l'Ouest, il n'est pas question de partager la tribune internationale que possède le NPD. Les pourparlers sont donc loin d'être simples et la complexité de la négociation avec le NPD s'accroît aussi par le fait que l'autorité néo-démocrate en est une fractionnée. Le NPD étant plutôt formé d'un ensemble de partis provinciaux qui se donnent une voix nationale.

Néanmoins, lors de ces négociations, Simard possède un atout important: le Parti québécois est au pouvoir alors que les Néo-démocrates n'y sont pas, sauf en Saskatchewan. Ce qui fait dire au vice-président du PQ que «s'allier un parti au pouvoir, ça devient pour les intellectuels de gauche du NPD,

notamment en Ontario, une chose acceptable. D'où le rôle de Caplan et d'un certain nombre dans l'entourage de Broadbent qui nous sont favorables» (29) Cet esprit de conciliation est fragile, car au sein du NPD, il y a affrontement de deux tendances de forces équivalentes au sujet de l'adhésion du PQ. Malgré tout, l'on décide de faire une place au Parti québécois au sein de l'Internationale socialiste. Un agrément qui découle largement de la réalité politique présente: le NPD n'a aucune implantation au Québec.

Le compromis avec le NPD — un arrangement verbal basé sur la bonne foi des deux parties — est le suivant: «Demandez votre admission comme observateur et on ne s'y objectera pas» (30) Mais il n'est pas question toutefois de solliciter une admission à titre de membre à part entière. Cela est formellement exclu.

Cette prise de position adoptée par le NPD est dicté par le fait que «les relations de consultations entre le PQ et le parti «senior» (le NPD) n'ont pas été établies, comme le veut la tradition au sein de l'Internationale socialiste» (31), précise Tony Penikett. C'est pourquoi «la question du statut du PQ doit donner lieu entre nous à un débat en profondeur d'abord sur l'orientation social-démocrate du PQ et sur sa représentation nationale» (32) Mais ce débat que souhaite Penikett n'a d'autres visées que de mettre le PQ en contradiction avec lui-même. Rappelons qu'en 1982, le gouvernement du Québec s'était rendu fort impopulaire en adoptant une série de lois (70, 105, 111) qui décrétaient les conditions de travail des employés du secteur public. Il n'en fallait pas plus, selon Penikett, pour laisser entendre que les syndicalistes néo-démocrates pourraient être fort réticents à prêter une oreille attentive à la demande du PQ. En somme, les Néo-démocrates, défenseurs de la veuve et de l'orphelin, avaient encore une carte dans leur manche, si jamais ils décidaient de bloquer la voie au PQ à l'Internationale socialiste.

Quant à savoir si les législations adoptées par le gouvernement Lévesque ne venaient pas miner la crédibilité du PQ en tant que parti d'obédience social-démocrate, Sylvain Simard répliquera pour sa part qu'«il faut reconnaître que l'ensemble des pays doivent tenir compte de la crise [économique]. Il faut notamment considérer les mesures radicales d'austérité que vient d'adopter le gouvernement socialiste français». Bref, conclura le vice-président du PQ: «Je ne vois personne, y compris le Nouveau Parti Démocratique de M. Broadbent, pour nous reprocher quoi que ce soit à cet égard» (33).

L'entente qui reconnaît au PQ un statut d'observateur, statut qui lui permettrait d'obtenir, souligne-t-on, une reconnaissance «institutionnelle», convient plutôt bien au vice-président du Parti québécois, même si l'on aurait préféré être admis à titre de membre à part entière. «Nous, ce qu'on veut, dit Simard, c'est une tribune, c'est un endroit pour faire du lobbying. Il y a des membres observateurs à l'Internationale socialiste qui ont beaucoup plus de poids que des membres de plein droit» (34).

En effet, d'autant plus qu'une fois admis comme membre observateur lors d'un premier congrès, il s'agit bien souvent d'une simple formalité pour devenir membre à part entière de l'IS à un congrès subséquent. Jacques-Yvan Morin, ministre des Affaires intergouvernementales et partisan de l'adhésion du Québec à l'IS, abonde dans le même sens. Après avoir souligné que les dirigeants péquistes ne furent nullement étonnés de l'attitude du NPD à l'égard de la candidature du PQ, le ministre Morin conclut, tout en se disant d'avis que le parti peut fort bien se satisfaire d'un statut d'observateur, que «ce serait une première étape fort utile et tout à fait valable» (35). Quant à René Lévesque, cet accord avec le NPD lui convient, fait observer Sylvain Simard: «ça lui permet d'avoir des portes de sortie. On est seulement qu'observateur» (36).

Entre-temps, dès le mois de février, Nadia Assimopoulos avait entrepris une tournée en Europe qui la conduisit à Lisbonne (Portugal), à Madrid (Espagne), à Rome (Italie) et à Oslo (Norvège). Cette tournée européenne avait pour objet de sensibiliser à la réalité québécoise les dirigeants des partis socialistes de pays membres de l'IS, afin d'obtenir leur appui à l'adhésion du Parti québécois. Déjà, dans le passé, madame Assimopoulos avait également tissé des liens avec certains partis socialistes d'Amérique latine. Ainsi, peu avant le Congrès d'Albufeira (Portugal) qui se tiendra du 7 au 10 avril, les appuis s'accumulaient et se consolidaient.

Nadia Assimopoulos et Sylvain Simard, qui sont tous deux mandatés pour représenter leur parti, sont confiants de voir leurs efforts couronnés de succès, lors de cette première présence officielle du Parti québécois à un congrès de ce «club» international. Quant à la participation du PQ, elle sera «modeste»: «Nous arriverons, dit Simard, avec le programme du parti concernant les deux grands thèmes du congrès — *Justice économique et développement* et *Sécurité, paix et désarmement* — et nous chercherons à savoir ce qui se passe ailleurs et à faire connaître ce qui se passe chez nous» (37).

L'échec d'Albufeira

Dès leur arrivée à Albufeira, le 2 avril 1983, Nadia Assimopoulos et Sylvain Simard constatent que la partie n'est pas facile et qu'elle est loin d'être gagnée: «Nous avons une réservation à l'hôtel où se tenait le Congrès, rappelle Simard. Or, on y arrive pour nous apercevoir qu'on nous a expédiés dans un grand hôtel, mais à 30 km de là. Ce n'est pas sans signification. Ça voulait dire qu'on était beaucoup moins présent sur les lieux et toutes sortes de problèmes matériels qui réduisaient notre influence» (38).

Le lendemain, le 3 avril, la demande d'adhésion du Parti québécois est étudiée au Comité des finances de l'IS. Y sont présents, outre les têtes dirigeantes de l'IS, Lionel Jospin, Jacques Hutsinger, Gerry Caplan ainsi que Tony Penikett, le représentant du NPD au Comité des finances. Et contrairement à ce qu'on avait laissé entendre aux représentants du PQ, Ed Broadbent assiste à cette réunion du Comité.

Le coup de théâtre survient au moment de procéder à l'analyse du dossier concernant la candidature du PQ. Tony Penikett s'oppose à ce qu'on admette le PQ en tant que membre observateur en niant de toutes ses forces qu'il y ait eu un accord préalable à cet effet entre le NPD et le PQ. Broadbent — qui avait déjà exprimé à Jospin son intention de discuter de l'adhésion du PQ avec Lévesque directement — en rajoute en précisant qu'il n'a, pour sa part, jamais affirmé qu'il y avait eu ne serait-ce que l'ombre d'une entente entre les deux parties.

Cette volte-face du NPD a l'effet d'une bombe. Lionel Jospin et Jacques Hutsinger sont stupéfaits. Devant l'impasse, Lionel Jospin exige que le vote qui doit déterminer de l'admission du PQ soit reporté et demande d'ajourner les délibérations, fait très rare dans les annales de l'Internationale socialiste. Français, Belges et autres alliés du PQ ne comprennent plus.

Rapidement, Lionel Jospin et Jacques Hutsinger se portent à la rencontre des représentants du PQ. «Que se passe-t-il, demandent-ils à Simard et Assimopoulos? Vous aviez l'appui du NPD et là, vous ne l'avez plus. Ils ont été très durs à votre endroit, ils ne veulent pas vous voir là» (39) «C'est un putsch», clame Simard, en expliquant que les luttes internes sont monnaie courante au sein du NPD. L'opposition du NPD peut être déterminante, car le principe du consensus unanime est inviolable en ce qui a trait à l'adhésion d'un nouveau membre.

Mais plus encore, le NPD a amorcé une véritable campagne de dénigrement contre le PQ en faisant circuler un dossier dévastateur pour l'image du gouvernement du Québec sur la scène internationale. Ce dossier faisait état de la façon dont le gouvernement du Québec avait mené les négociations avec ses employés du secteur public en 1982. Notamment, le recours à la célèbre clause nonobstant qui permettait au gouvernement de se soustraire à la Charte québécoise des droits et libertés. Il n'en fallait pas plus pour accuser le PQ de ne pas être un véritable parti social-démocrate. Aux yeux des Néo-démocrates *canadiens*, il ne faisait aucun doute, qu'un tel parti qui a osé adopter une attitude aussi belliqueuse et anti-ouvrière envers sa propre fonction publique, n'était pas digne d'être admis au sein de l'Internationale socialiste (40).

Si au Québec, le NPD canadien n'était qu'un parti marginal, son influence au sein de l'Internationale socialiste était d'autant plus importante que plusieurs de ses membres occupaient des postes décisionnels. Il paraissait évident que le NPD ne tenait aucunement à avoir le PQ à ses côtés. Il ne saurait être question d'échapper une parcelle de son pouvoir en tant qu'unique représentant du Canada à l'Internationale socialiste.

Le travail de sape amorcé par le NPD a son effet. Nadia Assimopoulos et Sylvain Simard en furent abasourdis. Manifestement, ils étaient loin de s'attendre à un tel coup du NPD. «Vraiment ça été une surprise pour nous, raconte Simard. Donc, on a vécu, dans les jours suivants, entre deux eaux». Néanmoins, ils poursuivent leur lobbying. Ils rencontrent entre autres, Guy Spitals, Secrétaire général du Parti socialiste belge. Ils ont son appui. La délégation belge travaille sans relâche pour l'adhésion du Parti québécois. Il en est de même à la délégation française. «Du côté de Jospin, la sympathie est bonne, dit Simard, mais Jospin ne va pas déchirer sa chemise. Si le NPD ne veut pas, il n'y a rien à faire». Cependant, si le principe du consensus unanime joue contre le PQ, il joue aussi en sa faveur, car s'il faut établir un consensus pour admettre le PQ comme membre observateur, son contraire est tout aussi requis. En somme, il faut obtenir ce même consensus pour rejeter la demande d'adhésion du PQ.

Dès lors, en coulisse, on amorce les négociations en vue de trouver un compromis. Bent Carlson, le Secrétaire général de l'IS, y met tout son poids. Il fait comprendre aux représentants du NPD qu'ils sont les seuls à s'opposer, alors que c'est le souhait de nombreux pays de voir entrer le PQ au sein de l'IS. Outre les Belges et les Français, les Italiens, les Espagnols, les Portugais et même les Israéliens se commettent en faveur du cas québécois.

Isolé, le NPD cherche à sauver la face. Il fait circuler une résolution qui deviendra le compromis ultime: «When invited to the meeting of the SI, the Parti Québécois will be an observer».

Essentiellement, pour le NPD il s'agissait de ne pas déplaire aux membres qui appuyaient le PQ, car la position du NPD à Albufeira est contraire à celle prise au Canada. Le compromis est boiteux puisque le Parti québécois pourra être un membre observateur, mais *seulement* lorsqu'il sera *invité*. La nuance est importante.

«Bon, évidemment, pour des raisons politiques, opine Sylvain Simard, on va revenir au Québec en criant victoire, comme s'il s'agissait d'une reconnaissance implicite du statut d'observateur. En réalité, ça ne l'est pas». En effet, du côté des Néo-démocrates *canadiens*, Broadbent en tête, on clame que le PQ n'a aucune reconnaissance. Ce qui est «faux, soutient Simard, parce que dans une association internationale de ce type, une phrase comme celle-là commet beaucoup l'organisation. Il faut presque justifier de ne pas nous inviter à ce moment-là. (...) Ce n'est pas nul, on a une petite entrée» (41).

Ajoutons cependant qu'à l'issue du Congrès d'Albufeira, il y aura des élections pour le poste de Secrétaire général de l'IS. Bent Carlson est remplacé par le Finlandais Pentti Van Hannen. Les Finlandais font partie du réseau d'influence du NPD. Et le nouveau Secrétaire général de l'IS a maille à partir avec la résolution d'Albufeira. Il sera fort réticent à inviter le PQ systématiquement aux divers congrès de l'Internationale socialiste. En d'autres termes, il interprétera, dit Nadia Assimopoulos, «de façon très restrictive les décisions du Congrès. Il ne nous invitait pas. Il a refusé de nous inviter en Australie par exemple, et ailleurs» (42). Aussi, au cours des années subséquentes, le PQ sera tantôt absent, tantôt présent aux travaux de l'Internationale socialiste.

Au Parti québécois, l'échec d'Albufeira est difficile à accepter pour ceux qui ont milité d'arrache-pied afin d'obtenir une reconnaissance au sein de l'Internationale socialiste. Un échec d'autant plus indigeste que le Parti québécois s'est fait barrer la route par un parti politique *canadien* qui n'en n'était pas à sa première obstruction envers le Québec. En entrevue, Nadia Assimopoulos laissera tomber ce commentaire qui en dit long: «Ils nous ont répété le coup du rapatriement [de la Constitution]». Et celle-ci d'ajouter:

Je suis restée avec un goût très amer devant l'attitude de Broadbent parce qu'il n'a pas été franc. C'est vrai qu'il n'avait jamais de lui-même affirmé [une telle entente], parce qu'il avait laissé [son Secrétaire général], Gerry Caplan, [la négociateur], donc il pouvait se retirer du jeu en disant: «Je n'ai jamais affirmé une telle affaire». Sauf que Gerry Caplan parlait au nom de Broadbent, quand ils nous ont laissé entendre qu'ils ne s'objectaient pas à notre adhésion. Ça c'est important (43).

Pour Nadia Assimopoulos, il ne fait aucun doute qu'en opposant son veto et en niant qu'il y ait eu une entente préalable entre le PQ et le NPD, Ed Broadbent, «traite Jospin et Hutsinger de menteur, indirectement c'est ça que ça signifie parce qu'ils étaient présents au Comité des finances». (44) Sylvain Simard qui a négocié l'entente PQ-NPD, abonde dans le sens de sa collègue, tout en ajoutant:

Oui, mais Jospin, Hutsinger et les Belges n'ont que notre parole. Il n'y a rien d'écrit et je sais très bien ce que j'ai vécu. Gerry Caplan n'aurait pas le culot de le nier. D'ailleurs, je n'aurais jamais demandé la lettre d'admission, la demande et la signature par René Lévesque sans avoir cette garantie. (...) Caplan, en tout cas, a joué devant moi, l'étonnement. Il a fait celui qui ne pensait pas que Broadbent s'opposerait. Il a fait même des blagues assez dures à l'endroit de Broadbent, mais très rapidement c'était clair, il s'opposait lui aussi (45).

Si le NPD a pu bloquer l'adhésion du PQ à l'Internationale socialiste, il n'est pas sorti pour autant grandi de ce congrès d'Albufeira. Son revirement a en quelque sorte terni son image au sein de l'Internationale socialiste; ses charges vindicatives à l'égard du PQ eurent pour effet de le discréditer aux yeux de plusieurs membres de l'IS. De toute évidence, le NPD avait négligé de prendre en considération qu'au cours des dernières années, le PQ avait tissé des relations avec plusieurs partis socialistes qui le considéraient comme un véritable parti frère; que le PQ n'était pas une simple opposition parlementaire, mais bien un parti gouvernemental que les Québécois avaient réélu pour un deuxième mandat consécutif. Un gouvernement d'obédience social-démocrate, dont la feuille de route législative à cet égard en avait fait l'un des plus progressistes de l'histoire canadienne.

Il est vrai par ailleurs que le NPD — qui était sur la défensive — s'est trouvé dans une position difficile, mais cela n'enlève rien au fait qu'il a manqué

de transparence et d'ouverture. Et en ce sens, le congrès d'Albufeira fut, pour plusieurs, révélateur de la véritable identité du NPD. En d'autres termes, confie Sylvain Simard: «Les vieux réflexes du NPD sont ressortis. (...) D'une certaine façon, ça a brisé l'image d'un NPD consensuel. Ils sont apparus tels que nous les connaissons ici dans les cas de crise: il ne faut jamais se fier sur eux. Et là c'est apparu très clairement à plusieurs pays» (46).

«Quand j'ai appris la nouvelle à Lévesque du statut boiteux, poursuit Simard, ça l'arrangeait assez. [Il] reste le même René Lévesque». Il ne fait aucun doute pour Simard que si Lévesque s'était rendu à Albufeira, cela aurait eu, symboliquement du moins, un impact beaucoup plus considérable. Ce qui ne veut pas dire que René Lévesque, à lui seul, aurait pu changer le cours des événements, loin de là. Cependant, en tant que président du PQ et Premier ministre du Québec, il est indubitable que par sa seule présence, Lévesque aurait contribué à affirmer sans ambages le désir de son parti d'adhérer à cette instance internationale. Par contre, c'était beaucoup demander au chef du PQ pour qui cette question n'avait jamais fait l'objet d'aucune priorité.

À l'intérieur du PQ, la colère est grande. Pour plusieurs, l'impossible adhésion du Québec à l'Internationale socialiste allait donner une raison de plus pour militer en faveur de la souveraineté. C'est le cas du ministre Bernard Landry, un partisan de l'adhésion du PQ à l'IS mais qui, furieux et «humilié» devant l'action du NPD, allait exprimer à ses collègues: «“Si jamais nous redemandons l'adhésion à quelque association de ce genre que se soit, ça sera après l'indépendance. On ne se fera plus faire des histoires par des partis mineurs, marginaux et fanatiques, dirigés par des intellectuels ontariens”. Alors ça été fini. À ce moment là, je suis devenu neutre sur cette question. En d'autres termes, je ne veux pas en entendre parler avant que l'indépendance ne soit acquise» (47).

Cette réaction de Bernard Landry reflète bien les sentiments qui émergeront par la suite au sein du parti et du gouvernement. D'un côté, il y a ceux qui considèrent que le parti se doit de poursuivre cette démarche qui en est une de longue haleine, tandis que de l'autre, il y a ceux qui affirment que la bataille est perdue d'avance. L'intransigeance du NPD avait été on ne peut plus claire.

Le Conseil national du parti cédera finalement aux arguments invoqués par Bernard Landry. Pas question de vivre à nouveau l'humiliation. Ainsi, dans le programme du parti de 1984, la question de l'adhésion du Québec à

l'Internationale socialiste sera-t-elle complètement évacuée. Cette absence de référence à l'Internationale socialiste dans le programme est intimement liée à l'échec vécu au Congrès d'Albufeira. Mais Nadia Assimopoulos, qui est devenue vice-présidente du parti, ne partage pas cette réaction du Conseil national d'avoir rayé d'un trait la résolution du programme du PQ de 1982. Selon elle, le parti devait «absolument» réitérer son intention d'adhérer à l'IS, sans quoi le parti ne faisait que démontrer qu'il n'était pas véritablement intéressé à y adhérer.

De son côté, Sylvain Simard considère que le PQ n'avait pas à renouveler une résolution déjà inscrite dans le programme. La conjoncture n'y était d'ailleurs pas favorable. Parce que «ça ne nous aurait donné rien de plus au moment où l'Internationale socialiste est en crise», explique-t-il (48) Voilà un autre facteur important qui contribua à la non-reconduction d'une telle résolution. La crise économique qui sévit heurte de plein fouet la doctrine social-démocrate. Les dogmes d'intervention de l'État ne semblent plus très bien fonctionner. Les gouvernements qui se réclament de cette allégeance oscillent entre le centre-droit et le centre-gauche. Face aux ravages de la récession, le politique a de moins en moins d'emprise sur l'économie, par conséquent les gouvernants sociaux-démocrates doivent faire place à des politiques économiques plus libérales. Jacques Hutsinger lui-même témoignera de cette crise quand, invité comme conférencier lors d'un colloque du Parti québécois sur la social-démocratie en 1983, il déclarera péremptoirement: «Vous [avez frappé] à la porte de la social-démocratie au moment où celle-ci est en crise» (49).

Visa le noir, tua le blanc

Malgré les tribulations vécues à Albufeira, la démarche entreprise par le Parti québécois afin de se faire reconnaître comme membre de l'Internationale socialiste ne fut pas une vaine tentative, car elle contribua grandement au rapprochement avec les Socialistes français et elle permit de cimenter les relations entre les deux gouvernements. C'est ce que retient Sylvain Simard de toute cette aventure:

C'est la question la plus importante. Ça faisait partie d'une politique d'entrée auprès de la gauche française. Ça nous situait, ça nous forçait à avoir des contacts réguliers avec le Parti socialiste. On leur demandait d'être nos intermédiaires. On créait donc une certaine fraternité, un certain rapprochement. Nous, qui avons été identifiés depuis 1967,

depuis de Gaulle, très très clairement avec la droite française, ça nous permettait de nous dédouaner. C'était le nouveau pouvoir et pour nous, c'était une stratégie extrêmement valable. (...) On créait un courant nouveau où les échanges se faisaient sur une base régulière. On a tissé des liens (50).

Nadia Assimopoulos confirme que cette démarche entreprise en vue d'adhérer à l'IS constituait aussi un élément stratégique afin d'établir des contacts directs auprès des personnalités françaises gravitant autour de la présidence: «Bien sûr, dit Assimopoulos, c'était un des facteurs, effectivement. Parce que jusque là, on était d'abord plus près de la droite et du centre-droit. Au Parti Socialiste, on était plus près du courant rocardien. Donc, ces démarches avec [Lionel] Jospin et les autres nous ont permis de développer des liens avec le courant de [François] Mitterrand» (51).

Mais ce rapprochement entre le Parti québécois et les socialistes français ne fut pas sans choquer certains leaders de la droite française, particulièrement le chef du Rassemblement pour la République, Jacques Chirac. Ce dernier s'en ouvrit d'ailleurs à maintes reprises à Yves Michaud et à Louise Beaudoin. Chirac, ne pouvant accepter cette alliance, leur fit clairement entendre qu'il était contre l'adhésion du PQ à l'Internationale socialiste.

La droite était très fâchée, se souvient Louise Beaudoin. Chirac, en tête-à-tête, m'a dit: «Je ne peux pas accepter ça. Que vous ayez fait ça». Alors, j'ai essayé de lui expliquer que ça ne changeait en rien nos relations privilégiées avec les gaullistes, mais il l'a mal pris. Il aurait voulu qu'on adhère à l'Internationale libérale, mais le problème, lui ai-je dit, c'est qu'on n'est pas des libéraux, on est des sociaux-démocrates. C'est ça. Mais il aurait voulu qu'on aille à la leur et non à celle du voisin (52).

Mais, en bout de ligne, le fait que la droite française ait été offusquée de voir le Parti québécois s'aligner avec la gauche française n'était que normal, compte tenu que le pouvoir français était détenu par les Socialistes. Et cette alliance PQ-PSF ne remet pas fondamentalement en cause les relations du Parti québécois avec ses premières allégeances françaises. En somme, conclura Sylvain Simard, lors notre entretien:

On a réussi à créer, au delà des fractures politiques françaises, des réseaux d'amitié dans toutes les tendances de la vie politique française. Il y a un consensus français sur la question du Québec. On a réussi à maintenir

l'appui. Ce n'était pas évident. Vous aviez raison d'insister là-dessus, les relations privilégiées de Trudeau avec Mitterrand sont indéniables. Si Mitterrand s'était écouté lui tout seul, il n'aurait jamais d'aucune façon eu le moindre encouragement personnel comme dans ses propos [tenus] dans *Verbatim* (53), mais il doit fonctionner avec ses ministres et son parti (54).

À cet égard, le succès politique de la visite de René Lévesque à Paris, en juin 1983, avait été un exemple éloquent du rapprochement entre les Socialistes français et le Parti québécois, notamment dans le contexte de l'édification du premier Sommet francophone. Ainsi, l'appui personnel du Président Mitterrand au gouvernement Lévesque dans sa revendication légitime d'accéder au Sommet de la francophonie en tant que «gouvernement participant» allait en être une preuve incontestable.

Dès lors, la France socialiste du Président Mitterrand allait démontrer sa fidélité au vœu qu'avait émis le Président de Gaulle: que la France soit pour le Québec une fenêtre ouverte sur le monde.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Extrait, remanié, tiré du mémoire de maîtrise de l'auteur, intitulé *Les relations France-Québec au cours du second mandat du gouvernement Lévesque 1980-1985*, mémoire de M.A. (Histoire), Université de Montréal, 1997, pp. 184-209.
2. Louise Beaudoin, entrevue avec l'auteur, 19 janvier 1994.
3. Nadia Assimopoulos, entrevue avec l'auteur, 3 mai 1994.
4. Sylvain Simard, entrevue avec l'auteur, 3 juin 1994.
5. René Lévesque, *La Passion du Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 1978, pp. 220-221.
6. Nadia Assimopoulos, entrevue avec l'auteur, 3 mai 1994.
7. *Ibid.*
8. Nadia Assimopoulos succédera à Sylvain Simard à la vice-présidence du parti en 1984.
9. Entre autres à Madrid en 1980, où à la énième invitation de la France, Michel Leduc, futur député du PQ et Louise Beaudoin assistèrent aux travaux de l'Internationale socialiste.
10. Sylvain Simard, entrevue avec l'auteur, 3 juin 1994.
11. Parti Québécois, *Programme du Parti Québécois*, Édition 1982, p. 65.

12. *Ibid.*
13. Gouvernement du Québec, *Conférence de presse de MM. Mauroy et Lévesque*, le 27 avril 1982.
14. Sylvain Simard, entrevue avec l'auteur, 3 juin 1994.
15. Peter Brimelow, «No Castro of the North?» dans *Barron's*, 7 juin 1982.
16. Sylvain Simard, entrevue avec l'auteur, 3 juin 1994.
17. *Ibid.*
18. *Ibid.*
19. Nadia Assimopoulos, entrevue avec l'auteur, 3 mai 1994.
20. Précisons que c'est la première fois que Lionel Jospin effectue une visite au Québec.
21. Nadia Assimopoulos, entrevue avec l'auteur, 3 mai 1994.
22. Sylvain Simard, entrevue avec l'auteur, 3 juin 1994.
23. Nadia Assimopoulos, entrevue avec l'auteur, 3 mai 1994.
24. Sylvain Simard, entrevue avec l'auteur, 3 juin 1994.
25. *Ibid.*
26. Yves Michaud, entrevue avec l'auteur, 22 février 1994.
27. Nadia Assimopoulos, entrevue avec l'auteur, 3 mai 1994.
28. Dans la nuit du 4 au 5 novembre 1981, Roy Romanow, ministre néo-démocrate des Affaires intergouvernementales en Saskatchewan, contribua pour beaucoup à l'entente dite *historique* sur le rapatriement de la Constitution entre les neuf provinces anglaises et le gouvernement fédéral canadien.
29. Sylvain Simard, entrevue avec l'auteur, 3 juin 1994.
30. *Ibid.*
31. «Le NPD s'oppose au membership à part entière du PQ au sein de l'IS», *Le Devoir*, 28 mars 1983, p. 3.
32. *Ibid.*
33. *Ibid.*
34. Sylvain Simard, entrevue avec l'auteur, 3 juin 1994.
35. «Le sommet de la francophonie: Québec a confiance en l'appui de la France», *Le Devoir*, 29 mars 1983, p. 3.
36. Sylvain Simard, entrevue avec l'auteur, 3 juin 1994.
37. Sylvain Simard dans «Le NPD s'oppose au membership à part entière du PQ au sein de l'IS», *Le Devoir*, 28 mars 1983, p. 3.
38. Sylvain Simard, entrevue avec l'auteur, 3 juin 1994.

39. *Ibid.*

40. Cette campagne de salissage envers le Parti Québécois deviendra fort ironique lorsque 10 ans plus tard, en 1993, le Parti néo-démocrate ontarien, dirigé par Bob Rae, tentera lui aussi d'établir vainement un *Contrat social* avec sa fonction publique.

41. Sylvain Simard, entrevue avec l'auteur, 3 juin 1994.

42. Nadia Assimopoulos, entrevue avec l'auteur, 3 mai 1994.

43. *Ibid.*

44. *Ibid.*

45. Sylvain Simard, entrevue avec l'auteur, 3 juin 1994.

46. *Ibid.*

47. Bernard Landry, entrevue avec l'auteur, 23 novembre 1993.

48. Sylvain Simard, entrevue avec l'auteur, 3 juin 1994.

49. *Ibid.*

50. *Ibid.*

51. Nadia Assimopoulos, entrevue avec l'auteur, 3 mai 1994.

52. Louise Beaudoin, entrevue avec l'auteur, 19 janvier 1994.

53. Dans son ouvrage intitulé *Verbatim*, publiée en 1993, Jacques Attali, ancien conseiller du Président Mitterrand, a écrit que François Mitterrand «n'a jamais éprouvé de passion pour la cause québécoise, qu'il juge dépassée».

54. Sylvain Simard, entrevue avec l'auteur, 3 juin 1994.